

SOGELEND 1/11/98 NANTES 1 FRANCE 2000664 F

4/09/05 N 30/04 2005 CHASE MANHATTAN BANK

SYND ACCO P CHMBKS/A 1/11/98 47 LONDON

1 UNITED KINGDOM 0 E000000005 26/0 486

# MONEY

IN 18/01/02 2004 ALYO INTERNATIONAL LTD

SYND ACC SAN 1/11/98 LONDON 1 UNITED

KINGDOM 2 CRIMINAL 7/01/02 20508 C I T I B A N K

NA NAIB SYND ACC 1 P CITINS/A 1/10/98 NEW YORK

1 N U S A 31/01/98 2005 EST FINANCE ASIA

LTD SYND 1 P W 1/11/98 HONG

1 HONG KONG 2 E000000006 2/12/03 621 NORD

FINANZ BK ZURICH(LUX) MULTI CUR 1 P N O R D

FIN 1/11/98 LUXEMBOURG 1 LUXEMBOURG 2

E000000688 L 21/03/99 N N 30/01/00 LIBS LIMITED

CLIENTS HOLD A/C UBSSAFCU 1/11/98 LONDON 1

DR/14

La réalité avance masquée. Elle n'apparaît jamais devant nous nue. Pour l'appréhender, il faut observer, mesurer son épaisseur, s'interroger, interroger, l'interroger, travailler sur les liens, les connexions. Lever des voiles. C'est le boulot du journaliste que de décrypter et rendre compte de la réalité. C'est un travail solitaire. C'est un artisanat. Plus le monde est interconnecté, contradictoire, indécis, confus, plus le travail de journaliste devient nécessaire. La réalité « démasquée » prend généralement vie à travers les medias. Mon travail d'artiste, quel est-il, quel est son rapport au réel, comment peut-il lui aussi rendre compte de la réalité du monde ? J'ai la chance de pouvoir m'exprimer librement dans cette galerie depuis 2008. Le déclic s'est opéré à un moment où la réalité que j'avais démasquée était étouffée. Elle était devenue inaudible dans les medias. Aujourd'hui que la Justice a reconnu (plus clairement on ne peut pas) la valeur de cette réalité démasquée. Et que je peux à nouveau m'exprimer librement à peu près partout, je continue à creuser, à réfléchir, à défricher ce champ artistique. Ce nouveau territoire. Une galerie est pour moi un lieu où l'art devient media. Je cherche. Je gratte. « L'investigation est un art, soyons des artistes » a dit Tom Wolf. J'ai toujours un crayon, un stylo, un clavier, une craie grasse, sous la main.

Comme chacun le sait par expérience, les « affaires » d'argent et les scandales financiers ont des conséquences sur nos vies. Entre le monde de l'industrie, celui des villes et des cités, celui des appareils politiques, celui de la justice et des mass media s'est constitué, avec le temps et l'avancée permanente de la technologie, une galaxie interconnectée. Des initiés, dont l'art consiste à jouer sur la vitesse des échanges y spéculent. On y parie, on y invente des produits, des protections, des univers intermédiaires, des effacements de trace. Dans ce monde sans lois, l'outil - grâce aux robots traders haute fréquence, aux subtils logiciels des chambres de compensation, aux manipulations informatiques des banques off shore - a pris le pas sur l'homme.

La finance, littéralement « art de l'argent et des affaires d'argent » n'est ni visible, ni observable. Avec son appareillage, ses soldats discrets et ses généraux, elle colle au réel. Comme un double, une ombre. C'est une abstraction. Il n'y a pas si longtemps, elle était représentée par des types en bras de chemise, le téléphone vissé à l'oreille, s'agitant dans des salles de marché. Ce n'est plus tout à fait le cas. On ressent aujourd'hui comme un mouvement perpétuel de courants d'air et d'argent, un martèlement où les indices financiers, boursiers occupent de plus en plus l'espace des journaux, du fil internet, de la télévision, de la radio. Nos cerveaux sont des enclumes à indices.

A Libération, le journal où j'ai commencé à écrire en 1983, l'espace consacré à la finance était alors nul. Zéro. Les indices boursiers sont apparus. Le ver est entré dans le fruit... Les pages sociales et le courrier des lecteurs ont disparu pour laisser de l'espace aux boursicoteurs. Puis sont apparues les pages plus strictement financières. L'évolution a été la même partout. L'espace médiatique a été bombardé de messages liés aux marchés. Dettes publiques grimpantes, verdicts d'agences de notation, prévisions d'analystes... Chaque quotidien, chaque media a aujourd'hui son supplément Argent ou Marchés. Les pages internet cliquent de pop up et fenêtres « argent ».

La finance dérive dans un océan de chiffres, de courbes et de contradictions. Elle est comme un iceberg naviguant en eaux troubles qui fonce et fond sur nous. Elle dispose d'un back office immense, à la face immergée méconnue, où des informaticiens fabriquent des outils de plus en plus performants et rapides. Des véhicules financiers devenus incontrôlables. Et d'un front office, une face émergée où officient des vendeurs de rêves et de crédits. Contre du cash, des dépôts, des valeurs, des biens de consommation.

Les banques nous ont longtemps donné l'impression qu'elle était à notre service et même que nous lui étions redevables. C'est tout l'inverse. Nous devons consommer pour aider la finance à se développer, muter, vivre. La finance un alien qui se nourrit du travail et de l'intelligence des hommes : elle a besoin de nous. Elle doit être en mouvement permanent pour tenir. Son carburant est l'argent. La vitrine doit être rassurante pour en amasser, le placer, le faire fructifier et continuer à alimenter la machine. L'économie des nations en dépend.

Au besoin, la finance produit sa propre monnaie, de la monnaie de singe. Les banquiers ont inventé en sous-main des produits à risques, des connexions inédites, des moyens de transmettre si rapides que les hommes ne peuvent plus suivre, ni avec leurs yeux ni avec leurs cerveaux. Eux-mêmes sont dépassés par ce qu'ils ont créé. Les politiques - Reagan et Thatcher en tête de pont - ont laissé la finance inventer son propre espace. Une sorte de territoire autonome, apatride, inaccessible à tout contrôle, à tout regard indépendant. Ils ont libéré le marché et des fauves avec.

Tout a fonctionné sans trop de casse jusqu'en 2008. La crise des subprimes - ces crédits pourris que les traders se refilaient en cascade - a réveillé les consciences. On a soudain vu des huissiers saisir des maisons un peu partout sur le sol américain et des traders pleurer devant des caméras pour expliquer qu'ils étaient allés trop loin. Des géants comme Enron ou des auditeurs comme Arthur Andersen se sont effondrés. La chute de la banque Lehman Brothers marquait une étape supplémentaire dans la gradation du séisme. La finance changeait d'image. Le système se fissurait sous nos yeux incrédules. Les dominos américains se sont écroulés jusqu'en Europe et donc en France, où toutes les banques ont été renflouées avec l'argent prêté par les contribuables, creusant ainsi la dette des nations. Mais pas que. Le crime est officiellement entré dans la danse pour sauver l'apparente vertu des banquiers et des politiques.

Des banques ont été renflouées grâce à l'argent de la drogue. Le phénomène est endémique et peu connu. La Wachovia, une banque de Caroline du Nord, pressée de se sortir du piège des subprimes et de se vendre à la Wells Fargo, la quatrième banque américaine, a confirmé avoir blanchi 378 milliards de dollars provenant des cartels mexicains. L'amende du fisc américain, a été de 160 millions de dollars. Dans de nombreux cas, « l'argent de la drogue a été la seule source de liquidités disponibles. Dans la seconde moitié de 2008, le manque d'argent a été le principal problème du système bancaire. Les prêts étaient financés par des fonds issus du commerce de la drogue. Nous avons eu des signes que des banques ont été sauvées de cette manière »,

relevait Antonio Maria Costa, haut-fonctionnaire de l'ONU dans son rapport de 2009 sur le sauvetage de l'industrie bancaire grâce à l'argent des cartels. « Je ne suis pas un procureur », s'est-il ensuite défendu sous-entendant que la justice devait poursuivre le travail et que de nombreuses banques étaient concernées, principalement en Europe. Des journalistes ont enquêté et ont découvert que tout le système bancaire était contaminé. Tellement de banques et de banquiers impliqués, tellement d'interconnexions, qu'on s'est dépêché de mettre un couvercle sur cette vérité interdite.

Si la réalité financière est difficile à percer, les acteurs de la finance et de ses dérives peuvent être démasqués. Derrière les traders, les brokers, les dealers, il y a des banquiers et leurs réseaux. Ils sont nombreux aujourd'hui à raser les murs après avoir longtemps frimé en Testarossa. On nous pousse à nous endetter pour éponger leurs excès. Depuis la crise des subprimes, les dettes publiques se sont creusées de manière abyssale. Nous sommes condamnés à nous essouffler et à rembourser. Pour que le système dure. Les banquiers sont les piliers du système. Ils en seront peut être les fossoyeurs. L'argent n'est jamais un problème pour eux. Leur matière première ne leur coûte rien.

Prenons un parrain de la finance. Sa figure de proue. David Rockefeller, le président de la Chase Manhattan Bank. L'ombre tutélaire planant sur les marchés financiers. Dans ses mémoires, Rockefeller explique: « Certains vont jusqu'à prétendre que nous conspirons avec d'autres capitalistes dans le monde pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée, un seul monde si vous voulez. Si c'est ce dont on m'accuse, je plaide coupable et j'en suis fier ». Rockefeller aimerait voir se créer au plus vite un gouvernement mondial. C'est aussi le souhait le plus cher de son jeune disciple Lloyd Blankfein, le patron de Goldman Sachs ou de John Calamos, le big boss de Northern Trust, voire de Frank Carlucci, l'ancien dirigeant de la CIA et du Carlyle Group. Sous couvert de gouvernance supranationale ou de nouvel ordre mondial, de nombreux hommes politiques de premier plan militent pour cette souveraineté bancaire et sont adeptes d'un mélange des genres inquiétant. Mitt Romney, l'ancien candidat républicain à la présidentielle US est le fondateur de Bain Capital, une société d'investissement qui a des parts dans l'armement, les pizzas, la musique, les magasins de jouets, l'énergie, l'aviation et des dizaines d'autres secteurs. Tony Blair l'ancien premier ministre britannique est un conseiller assidu de la banque JP Morgan. Robert Rubin, l'ancien secrétaire d'Etat au Trésor de Bill Clinton, a rapidement trouvé un job d'administrateur de la première banque du monde : Citigroup. Gerhard Schröder, l'ancien chancelier allemand, a trouvé salaire et jeton de présence un chez le russe Gazprom, en même temps que Goldman Sachs.

Tous auraient pu ou ont exprimé des idées similaires à celles de Rockefeller. Ces propos auraient pu être tenus par des dirigeants de Private Equity, qui rachètent ce qui traîne, fusionnent, pénètrent le tissu économique. Rockefeller résume une pensée, un objectif. Et à l'évidence, une méthode d'infusion et de perfusion. On place l'économie sous perfusion et on laisse infuser des salariés qui finissent par ramollir et accepter une condition d'homme soumis à un ordre supérieur. Le « ramollissement » était assez général avant 2008.

La révolte contre la propagande des affairistes de Wall Street tirant les ficelles des médias et des deux partis au pouvoir aux USA, reste la grande idée de Noam Chomsky. « Plus un groupe est puissant, plus il met en avant des hommes politiques qui servent ses intérêts », explique Chomsky. « La foule doit être détournée vers des buts inoffensifs grâce à la gigantesque propagande orchestrée et animée par la communauté des affaires (américaine pour moitié), qui consacre un capital et une énergie énormes à convertir les gens en consommateurs atomisés et en instruments dociles de production », dit-il aussi. Noam Chomsky a influencé ma manière de voir le monde et d'être journaliste. La crise financière a remis fortement au goût du jour ses analyses. C'est un peu comme si nous sortions du cadre et si nous découvrions collectivement l'étendue de notre dépendance à un système financier et politique qui peut cesser de fonctionner et que personne ne contrôle vraiment.

Cette idée que personne ne maîtrise la situation - et que même les très riches ne sont plus invincibles - est peut-être la seule qui fédère et angoisse tout le monde. Riches, pauvres, fonctionnaires, créateurs d'entreprises, politiques, militaires ou banquiers...

La fin d'une époque, qu'est-ce que cela signifie ? En l'occurrence sans doute la fin d'une longue période de stabilité, fondée sur les Etats-Unis comme puissance dominante et sur le dollar comme principale monnaie de réserve internationale. « Je prévois une ère d'instabilité politique et financière, dont on peut espérer qu'elle sera suivie de l'émergence d'un nouvel ordre mondial », écrivait le tycoon George Soros au tout début de la crise de 2008. Cette idée selon laquelle cette crise pourrait générer ce nouvel ordre mondial dépassant le cadre des nations est reprise par de nombreux leaders économiques et politiques : de Zapatero en Espagne à Berlusconi en Italie en passant par Barroso ou Juncker à Bruxelles, Merkel en Allemagne, Cameron, Blair ou Gordon Brown en Angleterre : « La crise financière ne doit pas être une excuse pour un repli dans le protectionnisme mais plutôt être vue comme l'accouchement difficile d'un nouvel ordre mondial », avait expliqué ce dernier au côté de Nicolas Sarkozy au lendemain du G20 en avril 2009. Ce sommet avait, si l'on en croit tous les dirigeants de cette planète, mis fin aux paradis fiscaux. Génial moment d'enfumage collectif. Selon ces leaders d'opinion, nous marcherions donc vers la fin d'un monde aux règles connues, aux pouvoirs établis, aux zones de conflits répertoriées et contrôlées. Nous ne savons pas ce que nous réserve cet autre monde évoqué par Soros, mais aussi et dans les mêmes termes par David Rockefeller, Lloyd Blankfein le patron de Goldman Sachs (le « Lloyd » que je tatoue sur les biceps de mes basketteurs, c'est lui), Georges Bush senior et junior ou Nicolas Sarkozy. Devant l'AG de l'ONU, le 25 septembre 2007, ce même Sarkozy lâchera qu'il appelle de « tous ses vœux et au nom de la France, tous les Etats à fonder le Nouvel Ordre mondial du XXIème siècle ».

Six ans plus tard, ce n'était plus la même musique quand François Hollande a entamé son discours du Bourget. « Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon véritable adversaire. Il n'a pas de

nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des Etats. Cette emprise est devenue un empire. Et la crise qui sévit depuis le 15 septembre 2008, loin de l'affaiblir, l'a encore renforcée. Face à cette finance, les promesses de régulation, les incantations du « plus jamais ça » sont restées lettre morte. Les G20 se sont succédés sans résultat tangible. En Europe, 16 sommets de la dernière chance ont été convoqués pour reporter au suivant la résolution définitive du problème. Les banques, sauvées par les Etats, mangent désormais la main qui les a nourries. Les agences de notation, décriées à juste raison pour n'avoir rien vu de la crise des subprimes, décident du sort des dettes souveraines des principaux pays, justifiant ainsi des plans de rigueur de plus en plus douloureux. Quant aux fonds spéculatifs, loin d'avoir disparu, ils sont encore les vecteurs de la déstabilisation qui nous vise. Ainsi, la finance s'est affranchie de toute règle, de toute morale, de tout contrôle ». En invectivant la finance, en ne nommant personne, François Hollande a pris peu de risques. Coincé entre Merkel et Obama, entre son ambition et son emploi du temps, il tempore, joue la montre. Il perd du temps, chute dans les sondages, change de Premier ministre. Deux ans après le discours du Bourget, tandis que Nicolas Sarkozy ne se cache pas pour cacher lors de conférences payées par Goldman Sachs, l'évidence est là : les banquiers restent les plus forts. Et le mélange des genres entre financiers plus ou moins criminels et politiques devient de plus en plus détonnant.

Les produits financiers enflent tandis que les ressources qui pourraient garantir les risques s'épuisent. L'idée que notre système financier serait éternel est sans fondement. La matière noire de la finance, l'enrichissement de quelques-uns au détriment du plus grand nombre, la financiarisation de l'économie, la non rémunération à une juste valeur du travail des hommes, l'épuisement des ressources énergétiques tendent vers un effondrement. Le capitalisme n'est pas tant devenu de plus en plus fou : il est surtout devenu de plus en plus clandestin.

Si les soubresauts du monde étaient une partie de basket, on serait dans le money time. Ce moment si particulier où les événements s'accroissent, où les hommes ont plus de mal à tricher. George Eddy, l'exégète du foot et du basket américains sur la chaîne Canal Plus a inventé l'expression pendant qu'il commentait un match des Lakers. Ce devait être à la fin des années 80. On pensait alors être au summum des années frics, des affaires de corruption politique, du sport business. On célébrait en permanence dans les magazines et à la télévision l'arrogante victoire du libéralisme. L'expression Money Time a gagné les terrains de sport sans toucher la sphère politique. A la fin d'un match, chaque seconde vaut des tonnes d'or. Avec l'avènement des sociétés de paris sportifs, le money time finit par brasser des fortunes. Une action, un geste peut faire basculer une société, une banque, une équipe, un pays.

On voit dans ce Money Time ceux qui tiennent la route. C'est la minute de vérité. Tu perds un million sur un shoot à trois points. Tu en gagnes autant sur une lucarne. Inutile de rigoler ou de se regarder dans le blanc des yeux, plus le temps de mentir ou de finasser. Les joueurs doivent sortir leurs tripes et faire tourner leur cerveau. L'espace de quelques secondes, surtout après un ratage, on se dit que tout est fini. Sauf que le lendemain, la partie reprend sans trop de dégâts. Sauf que là, ici et maintenant, le risque est que la partie ne reprenne pas.

On est dans le money time d'une histoire faite de tumultes, de révoltes et de frustrations. Le chrono tourne. Plusieurs pays peuvent perdre la face. Les biens s'accumulent d'un côté, la pauvreté s'étend de l'autre. Les écarts se sont creusés comme jamais. Ce qui est en jeu et en danger, au fond, ce n'est pas le capitalisme, mais le système financier. Le capitalisme est increvable. Il renaîtra de ses cendres. Le système financier peut, lui, s'effondrer demain. Le Krach peut venir de l'Espagne, du Portugal. Il peut venir d'Allemagne, de France. Ou des Etats Unis. One more time.

En 2014, le monde de la finance a plus que jamais des allures de casino géant où on passe d'un monde à l'autre en misant sur des promesses de fortune. Les hedge funds et les dark pools restent au centre du jeu. Il faut miser plus pour gagner plus. Celui qui arrête de jouer, essaie de se reposer deux secondes, perd sa mise. Le secret du jeu dans ce Money Time, c'est le mouvement. Et l'absence de règles. Le principe est de refuser les limites. Imposer la dernière mise. Les robots traders font le job. Les algorithmes donnent le tempo. L'informatique est à ce point géniale qu'elle agit sans trace immédiate. Elle dématérialise à mort. Le mal viendra plus tard.

Il se joue sans doute dans ce Money Time le dernier acte du capitalisme financier. Sa possible désintégration. Mon boulot, dans mes livres, mes films ou sur mes toiles est d'en rendre compte. Pas de parano. Restons légers. Les banquiers et leurs robots traders ne sont pas nos amis. Soyons vraiment lucides. Retrouvons le sens du combat et de l'humour. Restons vifs, mobiles et connectés. Shoot the bank, amore...

# « Money Time »

Une exposition / installation de Denis Robert

À la Galerie W du 7 mai au 7 juillet 2014

Galerie W 44 rue Lepic, Paris 18.